



Un plan pour nous tous :
Arguments en faveur de
l'engagement mondial
du Canada

Messages clés visant les Canadiens au sujet de l'aide étrangère

- ◆ **Les grandes questions qui préoccupent la population canadienne** – changements climatiques, santé publique, pauvreté, inégalités propres aux genres et exclusion sociale – sont des enjeux de portée mondiale qui ne doivent pas laisser le Canada indifférent.
- ◆ Les investissements octroyés actuellement par le Canada dans l'aide étrangère se chiffrent à 6,2 milliards de dollars, **ce qui représente 0,27 % du revenu national brut canadien**. La contribution du Canada est bien inférieure à ses engagements internationaux et à la contribution de pays comparables.
- ◆ **La politique d'aide internationale féministe du Canada propose une perspective progressiste axée sur les droits de la personne** qui s'attaque aux causes profondes des problèmes mondiaux de manière stratégique. Pour que cette politique soit concluante, il faut dégager les ressources appropriées qui atteindront les populations les plus marginalisées.
- ◆ **Il est urgent de hausser l'aide publique au développement du Canada** pour mieux positionner le pays sur la scène internationale et pour favoriser une reprise mondiale équitable dans le contexte de la pandémie du virus de la covid..
- ◆ **L'augmentation substantielle de l'aide publique au développement permettrait au Canada d'afficher sa ferme intention de contribuer équitablement** pour réagir à la pandémie de covid-19 et pour édifier des sociétés meilleures et plus justes, aptes à répondre aux crises prochaines et à prévenir la souffrance. Ces sociétés seraient propices à une prospérité plus proche de la pensée féministe, des droits de la personne et de l'équité.

Qu'entend-on par « aide publique au développement »?

LES LIENS D'INTERDÉPENDANCE ET LA DYNAMIQUE D'INTÉGRATION N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI SENTIS À L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE. Cela devient de plus en plus manifeste alors qu'au Canada, les questions centrales arborent les dimensions universelles de la crise sanitaire engendrée par la covid-19, des changements climatiques, des conflits et de la pauvreté. La hausse des inégalités intrinsèques ou interétatiques exige des actions coordonnées, intégrées et durables pour résoudre ces enjeux mondiaux et favoriser une prospérité collective à grande échelle. À partir de mécanismes multilatéraux, dont ceux des Nations Unies, de plateformes régionales et des travaux de la société civile, le Canada et la communauté internationale se sont engagés à mener des interventions collaboratives pour relever ces défis et atteindre les dix-sept objectifs de développement durable du [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#).

Au pays, le défi que représentent la prospérité économique inclusive, la santé publique et la lutte aux changements climatiques ont aussi une dimension mondiale à laquelle le Canada doit contribuer. L'aide canadienne au développement constitue le principal moyen de contribuer à l'effort international en ce sens. Les principes du Canada sur les droits de la personne et sur l'égalité propre aux genres se reflètent dans les accords internationaux qu'il a conclus et servent les intérêts de la justice politique, économique et environnementale. Ils éclairent aussi les instances de gouvernance mondiale et encouragent les avancées des États historiquement désavantagés.

Les fonds publics de l'aide publique au développement qui soutiennent ces actions, qu'il s'agisse de subventions ou de prêts assortis de conditions, sont l'expression concrète de l'engagement du Canada à cet égard. L'aide publique au développement est une partie des investissements consentis par le Canada dans un monde plus équitable, plus durable et plus sûr, un monde où le Canada et ses citoyens peuvent prospérer. En 2015, le Canada a annoncé la mise en œuvre d'une politique d'aide internationale féministe fondée sur les droits de la personne qui se concentre sur les personnes les plus marginalisées, y compris les femmes et les filles, qui entend générer des changements profonds sur le plan social, politique, économique et environnemental en vue d'un monde meilleur. En raison d'enjeux mondiaux sans précédent, le Canada doit assurer un niveau d'investissement dans l'aide publique au développement équivalent à ceux prévus dans cette politique, dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans l'Accord de Paris sur la lutte aux changements climatiques. Il doit aussi correspondre aux valeurs canadiennes visant un monde plus prospère et plus juste pour chaque individu.

POURQUOI L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EST-ELLE IMPORTANTE POUR LE CANADA?

LA PORTÉE, LE PÉRIMÈTRE ET LA COMPLEXITÉ DES DÉFIS ACTUELS SUR LE PLAN MONDIAL AFFLIGENT LES POPULATIONS DU CANADA ET DE L'ÉTRANGER. En raison de la hausse alarmante et continue des niveaux d'inégalité – laquelle traduit des lacunes dans les mécanismes cruciaux de promotion des droits de la personne, de la santé et de la résilience – le monde est pris au dépourvu devant la pandémie mondialisée de la covid-19. La pandémie, qui afflige pratiquement tous les pays, a eu un impact dévastateur sur les communautés et les individus les plus vulnérables. Confrontés à des pertes inattendues de 8 500 milliards de dollars (USD), les États du monde doivent répondre aux besoins de 71 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté. Les pays depuis longtemps désavantagés, qui dépendent du commerce international ou d'économies informelles, doivent choisir entre contrôler la pandémie et menacer l'existence et le mode de vie de leur population. Sachant que 265 millions de personnes sont réduites à la famine, que 290 millions d'enfants sont privés d'enseignement, que 47 millions de femmes n'ont pas accès aux moyens de contraception et que 13 millions d'enfants ont été forcés à se marier à cause de la pandémie, une intervention déterminée du Canada s'avère impérative.

Nous devons agir avec détermination pour protéger les gains réalisés sur le plan du développement et poursuivre le travail en cours à l'échelle mondiale, malheureusement aujourd'hui menacé. Les cinquante dernières années ont été marquées par des acquis sans précédent :

Les taux de mortalité infantile ont baissé grâce aux programmes d'immunisation mis en place à travers le monde, si bien que **le vaccin contre la rougeole a, à lui seul, épargné la vie de 21 millions de personnes.**

Les initiatives en matière de santé et de nutrition **ont fait grimper l'espérance de vie dans les pays pauvres de plus de 20 % – de 50 à 61 ans – en moins de quinze ans.**

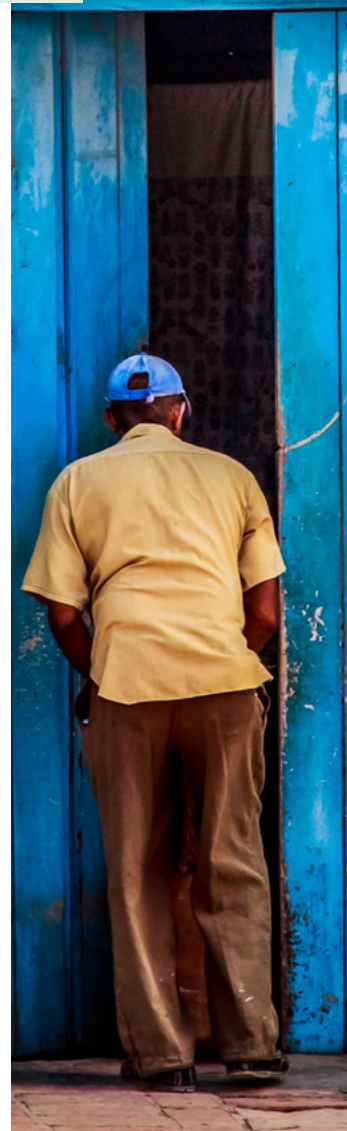
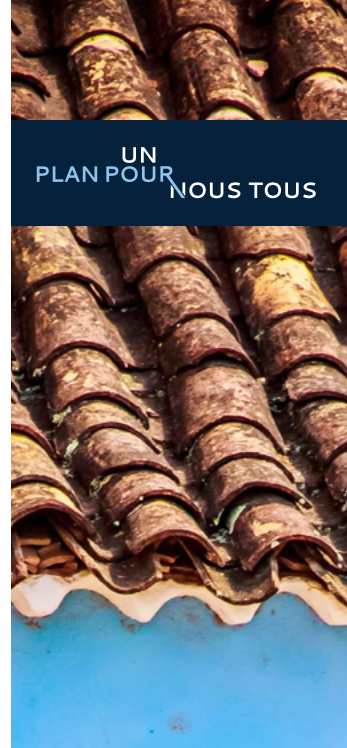
Le taux de pauvreté extrême est passé de **près de 36 % en 1990 à 10 % en 2015.**

Ces avancées sont le fruit d'efforts internationaux concertés. Depuis 1970, des États se sont engagés à consacrer l'équivalent de 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement pour soutenir le développement durable. La confirmation de ces engagements au trente et unième sommet du G8 de Gleneagles en 2005 a permis aux pays les plus riches de joindre leurs forces pour favoriser l'émergence de sociétés plus équitables et résilientes. Ceux-ci se sont engagés à répondre aux besoins humanitaires en matière de sécurité alimentaire, de déplacement des populations et de désastres naturels et à investir dans les services sociaux essentiels en santé, en éducation, en hébergement, en hygiène et en salubrité ainsi qu'à protéger les droits de la personne.

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES PROPRES À L'AIDE CANADIENNE AU DÉVELOPPEMENT

L'aide canadienne au développement a généré des résultats remarquables à l'étranger. Elle a contribué entre autres au maintien de systèmes de santé et d'éducation durables, de l'égalité des genres, de la saine gouvernance et d'infrastructures critiques. À la faveur de l'approche féministe du Canada, de son expertise et de sa vision politique, l'aide canadienne au développement sert des fins stratégiques. Le Canada figure parmi les grands contributeurs au chapitre de l'aide publique au développement qui :

- **consolide la chaîne de valeur agricole et les marchés** sur lesquels comptent les communautés les plus pauvres pour se nourrir et assurer leur subsistance
- **stimule les mécanismes multilatéraux** pour assurer la prévention face aux désastres naturels, aux épidémies et aux crises d'un autre ordre et pour s'y préparer
- **atténue les conséquences des changements climatiques** et permet de s'y adapter tout en protégeant la biodiversité
- **prévient les conflits et y met fin**, aide les populations déplacées et les réfugiés, freine l'exploitation et protège les enfants ainsi que les populations les plus marginalisées
- **protège et défend les droits de la personne** et l'accès aux mécanismes judiciaires
- **encourage les modes d'éducation et l'innovation** qui améliorent de façon structurée l'existence et le mode de vie de tous.



Grâce aux investissements dans l'aide publique au développement auxquels le Canada contribue de concert avec d'autres gouvernements, des organismes internationaux, la société civile et d'autres acteurs, des millions de personnes à travers le monde ont une vie meilleure :

- **des millions d'enfants de moins de cinq ans** reçoivent des soins contre la diarrhée, la pneumonie et le paludisme
- **des millions de femmes et de filles** ont la possibilité d'exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive
- **des millions de parents et d'enfants** bénéficient de mesures de soutien pour la planification des naissances, l'accouchement sécuritaire et le développement durant la petite enfance
- **des millions de femmes et de filles vivant en contexte de crise** peuvent aller à l'école et s'instruire
- **des millions de fermiers et leur famille** reçoivent une aide pour s'adapter aux changements climatiques et assurer leur subsistance.

CONTRIBUTION DU CANADA À L'AIDE INTERNATIONALE DANS LE MONDE

LA POPULATION CANADIENNE EST FIÈRE DE LA VALEUR QU'ELLE ACCORDE À L'INCLUSIVITÉ, LA DIVERSITÉ, LA GÉNÉROSITÉ ET LA FIABILITÉ. Pour plusieurs, le Canada est un leader de la coopération internationale. Ils se trompent. Le Canada est en fait loin derrière d'autres pays riches en ce qui concerne la part des contributions dans l'aide internationale et il ne remplit pas ses responsabilités internationales. L'aide publique au développement est à l'heure actuelle bien inférieure aux investissements consentis auparavant par le Canada et à ceux de pays semblables. Cette situation se reflète dans le financement de la lutte aux changements climatiques qui reçoit la moitié seulement de notre quote-part.

Le budget de 2018 prévoyait 2 milliards de dollars d'investissements nouveaux dans l'aide publique au développement, un engagement majeur qui fut bien accueilli et célébré par la population canadienne et les organismes canadiens du secteur du développement et de l'aide humanitaire. Au cours de l'exercice 2018-2019, le Canada a investi 6,2 milliards de dollars dans l'aide publique au développement. Sur ce plan, la contribution du Canada pour aborder les questions les plus importantes à l'échelle mondiale a représenté quelque 0,27 % de son revenu national brut. En plus d'être largement inférieur au 0,7 % du revenu national brut pour lequel le Canada s'était engagé, ce montant est en deçà de la moyenne de trente-quatre pays à revenu intermédiaire ou élevé de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Des pays comme la Suède et la Norvège, qui ont des valeurs et des priorités semblables à celles du Canada, consacrent régulièrement 1 % de leur revenu national brut au financement de solutions visant des enjeux planétaires.

« ...aucune reprise n'est possible tant que la pandémie n'a pas été éradiquée à l'échelle globale. »

En 2018, l'OCDE a invité le Canada à augmenter son niveau d'aide publique au développement conformément à ses prévisions ambitieuses stipulées dans la politique d'aide internationale féministe. Le Comité permanent des finances et le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes ont tenu le même discours. Au pays et à l'étranger, le Canada est prié de tenir ses engagements au chapitre de l'aide étrangère.

L'aide publique au développement n'est pas une question partisane. Les droits de la personne appuient les engagements du Canada et l'objectif d'améliorer la vie des individus sans égard aux positions partisans. L'aide publique au développement par le Canada a atteint un sommet sous les gouvernements conservateurs de Brian Mulroney et de Joe Clark (à 0,47 % du revenu national brut). Le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau a suivi de près (à 0,44 % du produit national brut). En proportion de l'économie, la performance actuelle du gouvernement est la plus faible des cinquante dernières années. Les administrations libérales et conservatrices perpétuent la tendance à la baisse depuis vingt ans.

En raison des besoins humanitaires sans précédent découlant de la covid-19 et des gains historiques sur le plan économique, social, politique et environnemental acquis partout dans le monde qui sont malheureusement aujourd'hui menacés, la contribution du Canada est essentielle à l'assurance d'une reprise équitable. Comme l'ont annoncé les experts, aucune reprise n'est possible tant que la pandémie n'a pas été éradiquée à l'échelle globale. Les investissements dans l'aide au développement qui suivront nécessiteront des engagements plus fermes. Après des décennies de politiques d'austérité contre-productives

à l'échelle de la planète, le leadership politique du Canada a montré que le moyen le plus rapide de se rétablir d'une situation telle que la pandémie actuelle est d'investir dans la santé publique mondiale et dans la résilience des collectivités. On ne peut éradiquer la covid-19 à l'échelle du pays que si on n'y parvient à travers le monde. Le Canada se doit, tel qu'il s'est engagé à le faire par le passé, de fournir sa quote-part des investissements. Cela sert ses intérêts stratégiques. **Le moment est venu d'augmenter considérablement l'aide canadienne au développement.**

L'aide publique au développement : un investissement avisé

L'aide publique au développement génère aussi d'importantes retombées pour le Canada et sa population. Voici quelques exemples de l'impact du soutien bilatéral par le Canada dont profitent des populations d'ici et de l'étranger :

RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI ET PROGRAMMES BILATÉRAUX

VIETNAM

Depuis 1990, le Canada a octroyé plus de 1,5 milliard de dollars d'aide au développement au Vietnam. Le Vietnam, qui figurait parmi les pays les plus pauvres, a atteint un taux de revenu intermédiaire entre 1990 et aujourd'hui. Il figure parmi les partenaires des importants échanges commerciaux internationaux du Canada. En 1993, les échanges commerciaux bilatéraux du Canada avec le Vietnam se chiffraient à 50 millions de dollars. En 2018, ces échanges se chiffraient à 6,5 milliards de dollars (en hausse de 130 %). Tous les deux ans, le Canada exporte au Vietnam pour un montant équivalent à vingt-cinq années d'aide publique au développement.

BANGLADESH

Le Canada a fourni plus de 4 milliards de dollars en aide internationale au Bangladesh depuis 1972. Bien qu'il reste encore des progrès importants à faire au Bangladesh quant à la protection des droits de la personne et du développement inclusif, ce pays s'est transformé sur le plan économique, atteignant récemment une croissance de 7 %. Le taux de pauvreté national a reculé, passant de près de 60 % en 1990 à 20 % en 2010. Il est devenu l'un des États dont la croissance économique est la plus rapide. Cela a eu des répercussions positives sur nos relations bilatérales. Les échanges commerciaux du Canada avec le Bangladesh ont triplé au cours des quinze dernières années. Ils se chiffrent maintenant à 2,4 milliards de dollars. Près de 6 500 Bangladais étudient au Canada. Cette proportion d'étudiants étrangers au Canada génère des gains de 170 millions de dollars et contribue au maintien de près de 2 000 emplois.

CORÉE DU SUD

Le Canada a joué un rôle déterminant dans le soutien de la reconstruction de la Corée du Sud après la guerre. Le Canada a conclu avec la Corée du Sud un accord de libre-échange, le tout premier – et le seul à ce jour qu'il ait signé dans la région Asie Pacifique. La Corée du Sud arrive au onzième rang des pays par rapport à la taille de son produit intérieur brut. Le pays a éliminé l'analphabétisme, abaissé le taux de chômage et réduit de moitié la pauvreté absolue, la faisant passer de 20 % en 1975 à moins de 10 % en 2001. La Corée du Sud, qui arrive au sixième rang des partenaires commerciaux du Canada, contribue à la vitalité de l'économie canadienne par sa collaboration à la science et à la technologie, ce secteur représentant 15,3 milliards de dollars d'opérations commerciales annualisées.

ÉTHIOPIE

L'Éthiopie est l'un des principaux partenaires du Canada en Afrique subsaharienne. Malgré certains problèmes persistants, les investissements du Canada en Éthiopie depuis 1965 ont généré d'importants résultats. Le taux de pauvreté a chuté d'un tiers depuis les deux dernières années et l'Éthiopie atteint plusieurs des objectifs du millénaire pour le développement. La mortalité infantile et maternelle ainsi que les infections par le VIH ont notamment chuté drastiquement. Le pays connaît une croissance économique sans précédent depuis plus de dix ans et déploie des programmes nationaux pour assurer la sécurité alimentaire et répondre à d'autres problèmes d'ordre social. Même si l'Éthiopie héberge l'une des plus vastes populations de réfugiés en Afrique, elle participe aussi à la vitalité de l'économie canadienne. En 2018, le montant des exportations et importations de marchandises entre le Canada et l'Éthiopie ont excédé 170 millions de dollars. Le Canada a exporté pour 130 millions de dollars. Investir dans l'aide publique au développement c'est aussi investir dans l'économie à l'échelle planétaire.





Tant les individus que les entreprises en tirent profit sur le plan des échanges commerciaux, de la sécurité et de la richesse. En outre, plus de 2 000 organismes canadiens travaillent dans le secteur du développement international et de l'aide humanitaire. Ces organismes emploient 14 000 Canadiens et mobilisent plus de 5 milliards de dollars par année pour favoriser le développement inclusif, la plupart directement tirés des fonds publics canadiens.

Le rendement de ces investissements passe souvent inaperçu car il provient de non-événements ou de montants attribués pour éviter une crise. L'évolution du climat dans le monde coûte cher. Néanmoins, les avantages financiers d'une adaptation appropriée sont quatre fois supérieurs aux coûts réels des investissements principalement parce que les investissements dans la diminution des risques liés aux désastres atténuent l'impact et la portée des crises potentielles. L'aide fournie sauve des vies, limite les répercussions économiques et réduit le besoin d'effectuer des interventions humanitaires coûteuses.

Les investissements dans la lutte aux changements climatiques peuvent prévenir et atténuer les conflits et la migration forcée. Ils participent aussi au maintien de la chaîne de valeurs agricole tout en épargnant de petits exploitants agricoles et leur moyen de subsistance. Investir dans les systèmes de santé de pays en développement aide à contenir les épidémies et éviter qu'elles se propagent à l'échelle mondiale. Les épizooties occasionnées par les changements climatiques peuvent et doivent être identifiées et neutralisées pour empêcher la propagation de pandémies prochaines comme celle de la covid-19. Cela sauve des vies et protège les investissements dans le développement. Dans les deux cas, renoncer à de tels investissements aurait un prix en dollars et en vies humaines.

RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS DANS LES SECTEURS D'INTERVENTION STRATÉGIQUES

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT PERMET AU CANADA DE MENER DES INTERVENTIONS STRATÉGIQUES, coordonnées et durables qui servent les intérêts des institutions multilatérales et contribuent au succès des partenaires à l'étranger. Elle soutient la résilience des collectivités, l'accès aux programmes sociaux de protection inclusif, le dynamisme des systèmes économiques, la prestation de programmes environnementaux et la bonification des modes de gouvernance. L'approche féministe du Canada favorise le respect des droits de la personne et occasionne des changements durables qui optimisent les capacités des individus et des collectivités en général. Ce sont tous des objectifs ambitieux en soi qui servent néanmoins les intérêts du Canada à longue échéance.



MESURES DE PROTECTION SOCIO-SANITAIRES

L'aide publique au développement sauve des vies et les améliore. Grâce à elle, les besoins urgents des populations les plus vulnérables sont comblés, que ce soit sur le plan de l'aide alimentaire, de l'hébergement, des commodités sanitaires, de la santé et les droits sexuels et reproductifs ou du soutien psychosocial. L'aide publique au développement renforce aussi

la capacité des États et des acteurs non étatiques d'assurer la prestation de tels services dans une perspective de durabilité et de transformation. Elle permet aux pays en développement, entre autres, de mieux composer avec les pandémies qui, sans cette aide, menaceraient un nombre incalculable de vies et des moyens de subsistance. Au cours de la pandémie de covid-19, la population canadienne reconnaît le caractère interconnecté des systèmes de santé à travers le monde et la menace que posent les structures de gouvernance sous-financées dans la lutte aux pandémies. Des systèmes sociaux renforcés à l'échelle mondiale sont notre meilleur moyen de défense pour lutter contre cette menace et de prochaines pandémies.



LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Bien que les changements climatiques affligent – et continueront d'affliger – tout le monde peu importe l'endroit, les populations les plus pauvres en souffrent déjà et de manière disproportionnée. Entretemps, le Canada continue d'être l'un des plus grands pollueurs au monde per capita. Pour que le Canada puisse respecter les engagements ambitieux qu'il a

pris lui-même envers la lutte aux changements climatiques, il faudra établir une stratégie robuste en vue d'atteindre de nouvelles cibles audacieuses pour atténuer ces changements et s'y adapter. Une approche à deux volets s'avère nécessaire – d'une part pour réduire les émissions de gaz carbonique du Canada et d'autre part pour financer la lutte aux changements climatiques par une aide publique au développement qui atténuera la détérioration de l'environnement dans les pays en développement et qui permettra la mise en place de mesures d'adaptation dans ces pays.

Le Canada doit s'engager à participer au financement équitable de la lutte aux changements climatiques pour concrétiser ses plans ambitieux en faveur du climat. En 2015, le Canada s'est engagé à verser 2,65 milliards de dollars sur cinq ans pour financer la lutte aux changements climatiques. Par cette somme,

qui représente une contribution annuelle de 800 millions de dollars en 2020-2021, il entend aider les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète à lutter contre les changements climatiques. La participation du Canada au financement international de la lutte aux changements climatiques au titre de l'Accord de Paris a été établie à 1,8 milliard de dollars de fonds publics par année. Pour qu'il respecte ses responsabilités internationales, le Canada doit plus que doubler sa participation au financement international. Ce constat s'inscrit dans une augmentation considérable de l'aide internationale en général.

ÉGALITÉ DES GENRES



L'aide publique au développement aide à réduire les inégalités entre les genres en facilitant l'accès des populations féminines à l'éducation, aux services et aux droits en matière de procréation, à l'emploi, aux finances et à la prise de décisions. La politique d'aide internationale féministe canadienne va plus loin en attaquant les causes de l'inégalité des genres : normes sociales et discrimination systémique visant les femmes, les filles et d'autres groupes marginalisés. Ces transformations exigent des investissements constants, stratégiques et durables qui s'avèrent impossibles sans un investissement conséquent et ambitieux dans l'aide publique au développement. Les organismes féministes de promotion des droits des femmes, tout particulièrement, ont besoin d'un soutien organisationnel et à long terme pour être efficaces. Moins de 1 % de l'aide publique au développement pour l'ensemble des contributeurs est octroyé à des organismes de promotion des droits des femmes, en dépit des faits montrant que ces organismes sont les plus efficaces pour atteindre les individus les plus marginalisés et adopter des solutions novatrices et durables. Pour que le Canada atteigne les objectifs énoncés dans sa politique d'aide internationale féministe, il doit hausser le montant de l'aide publique au développement et l'octroyer stratégiquement.

ÉCONOMIE ET COMMERCE



L'aide publique au développement favorise la croissance économique et génère des occasions commerciales en consolidant les systèmes internationaux et en forgeant des partenariats bilatéraux et multilatéraux bénéfiques. Entre 1989 et 2015, le Canada a généré des exportations de 1,19 dollar pour chaque dollar investi dans l'aide publique au développement. Les organismes de la société civile canadienne ont une expertise dans la conception et la mise en œuvre de programmes qui, menés en collaboration avec les instances et les partenaires locaux, permettent le développement d'infrastructures viables pour l'eau potable, d'habitats sécuritaires, de marchés locaux, de systèmes d'alimentation et de services sociaux qui favorisent la croissance économique. Sur le plan mondial, l'aide publique au développement a occasionné une diversification à long terme des échanges commerciaux qui servent les intérêts économiques du Canada. Si l'on considère l'avenir, l'Afrique et sa démographie présentent un grand potentiel commercial – d'ici 2030, un consommateur sur cinq dans le monde vivra sur ce territoire et plus de la moitié d'entre eux auront un revenu discrétionnaire. Investir dans des marchés nouveaux ou émergents et forger des partenariats durables et équitables permettrait aussi au Canada d'opérer une transformation économique.

SÉCURITÉ DES INDIVIDUS



L'aide publique au développement améliore la sécurité ici et à l'étranger. La hausse des conflits et des menaces à l'échelle internationale est une menace à la sécurité mondiale qui ralentit les progrès en matière de développement partout dans le monde. Les conflits armés, les risques engendrés par les brèches sur le plan de la cybersécurité, l'extrémisme violent et l'insécurité environnementale et sanitaire sont des enjeux mondiaux qui ont des répercussions directes au Canada auxquelles il doit faire face. L'aide publique au développement soutient les pays partenaires dans les régions où l'instabilité alimente les conflits, ce qui se traduit par des décès, une déstabilisation régionale et d'importantes répercussions économiques et politiques à l'échelle mondiale. Investir dans un monde plus sécuritaire et prospère est un moyen sûr d'assurer la sécurité au Canada. L'aide publique au développement représente donc un investissement relativement peu coûteux et à faible risque, particulièrement lorsqu'on le compare aux déploiements militaires et aux démarches de résolution de conflit.

DROITS DE LA PERSONNE ET ESPACE CIVIQUE



L'aide publique au développement appuie le travail des acteurs de la société civile en leur offrant les services essentiels dont ils ont besoin, notamment sur le plan de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, de l'accès à la justice et de l'intégration des groupes les plus marginalisés. Elle rend les États et les acteurs non étatiques plus aptes à prioriser les programmes axés sur la protection des droits de la personne, dont ceux des femmes et des filles, des enfants, des personnes atteintes d'un handicap et des individus non binaires. Un espace civique fort et les règles de droit sont un facteur qui favorise l'atteinte de tous les autres objectifs de développement et une condition sine qua non à l'avènement d'une société juste et équitable à laquelle on aspire, tant ici qu'à l'étranger.





INFLUENCE MULTILATÉRALE

L'aide publique au développement contribue au leadership diplomatique des pays dans les filières multilatérales. Elle est l'un des paramètres les plus évidents de l'engagement d'un pays et de son leadership mondial sur le plan mondial. En cette période d'instabilité mondiale qui menace les instances multilatérales essentielles desquelles nous dépendons tous, les investissements du Canada dans l'aide publique au développement sont impératifs. Ces investissements influencent la façon dont est perçu le Canada dans les processus clés tels que le vote pour l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, lequel illustre la fiabilité des engagements politiques des États sur la scène internationale. Compte tenu du résultat du vote de juin 2020, une hausse de l'aide publique au développement par le Canada signifierait clairement que celui-ci ne se retire aucunement de la scène internationale et qu'il revendique son leadership politique et bonifie ses engagements financiers nécessaires pour participer aux décisions multilatérales qui reflètent ses intérêts et ses valeurs.

Une reprise juste grâce à une aide canadienne au développement plus considérable

L'aide canadienne au développement international est stratégique, progressiste et équitable. Pour assurer l'efficacité de ces investissements, ils doivent être plus substantiels, prévisibles et flexibles. Comme il ne reste que dix ans pour atteindre les objectifs de développement durable et compte tenu des crises imminentes que pourraient causer la pandémie mondiale actuelle, les changements climatiques, les conflits et les enjeux de développement, on ne peut exagérer l'urgence d'un engagement en ce sens par le Canada.

« La covid-19 nous rappelle que les filets de sécurité sociale sont aussi faibles que le plus faible de leurs maillons dans notre monde interconnecté. »

Le faible niveau actuel d'investissement dans l'aide au développement par le Canada menace de miner les effets de ses interventions dans le monde, notamment sur le plan diplomatique, des relations commerciales, de la paix et de l'aide internationale. Pour assurer l'influence de son leadership et résoudre certaines questions qu'affronte sa population, le Canada doit augmenter considérablement le budget qu'il consacre à l'aide publique au développement à court et à long terme. Hausser considérablement le montant actuel, qui se chiffre à 6,2 milliards \$, permettrait de résoudre les causes sous-jacentes des crises mondiales puis d'investir dans des systèmes et des communautés plus résilientes. Cela exige un leadership politique fort et une mobilisation stratégique misant sur la nécessité de hausser les investissements actuels pour qu'ils favorisent la sécurité et l'équité et génèrent des économies de plusieurs milliards de dollars à long terme. Le résultat se traduira par un environnement pacifique, innovant, inclusif et sain pour tous les citoyens du monde.

L'augmentation stratégique et déterminée du montant de l'aide publique au développement est l'étape importante à franchir pour que le Canada respecte son engagement de consacrer 0,7 % de son produit national brut dans les dix prochaines années. La covid-19 nous rappelle que les filets de sécurité sociale sont aussi faibles que le plus faible de leurs maillons dans notre monde interconnecté. Les liens indissolubles des mécanismes mondiaux qui englobent la santé publique, l'économie, l'inclusion sociale et le bien-être font saillir la nécessité, pour le Canada, d'augmenter l'aide publique au développement pour qu'il soit résolu à investir dans le secteur de l'aide au développement et de l'aide humanitaire et ainsi favoriser l'émergence de sociétés meilleures et plus justes.

UN
PLAN POUR
NOUS TOUS